

**Compte rendu de la mission effectuée en URUGUAY
du 15 au 22 novembre 2010**

par une délégation du

GRUPE D'AMITIÉ FRANCE- URUGUAY

Cette délégation était composée de M. Claude GATIGNOL (Manche), Président du groupe d'amitié, Mme Martine BILLARD (Paris) et M. Henri NAYROU (Ariège). Elle était accompagnée par Mme Véronique ROTKOPF, secrétaire du groupe d'amitié.

La délégation s'est rendue en Uruguay suite à l'invitation officielle de Mme Ivonne PASSADA, Présidente de la Chambre des Représentants. Après la mission du groupe d'amitié du Sénat fin 2009 et la représentation sénatoriale du Président de la République aux cérémonies d'investiture du président Mujica en mars 2010, la visite du groupe d'amitié de l'Assemblée nationale marque une étape importante dans les relations politiques entre les deux pays. La délégation a été reçue au plus haut niveau de l'exécutif et du parlement uruguayens, ses interlocuteurs s'étant montrés particulièrement touchés par cette marque d'intérêt de la France et par l'invitation du Président de la République adressée au Président de la République française.

I. Quelques éléments sur le système politique uruguayen

Généralités sur la procédure de vote

Le vote est obligatoire en Uruguay et les abstentions non justifiées sont passibles d'amendes. Les Uruguayens vivant à l'étranger ne peuvent pas participer aux élections sauf à se déplacer à leur bureau de vote en Uruguay. Le vote par procuration ou par correspondance (tentative rejetée par référendum du 25/10/2009) n'existe pas.

Principaux groupements et partis politiques

- Frente Amplio (FA) : Parti du gouvernement. Créé en 1970, il regroupe aujourd'hui 21 partis allant du centre-gauche à l'extrême-gauche, dont les plus importants sont, par ordre décroissant, le Mouvement de Participation Populaire (MPP, parti du Président Mujica), l'Assemblée Uruguay (AU, parti du Vice-Président Astori) et le Parti Socialiste (PS).
- Parti National (PN) : Fondé en 1836, le parti « blanco » est la seconde force du pays. Il comprend deux courants, l'Herrerisme, emmené par l'ex-président et candidat à la Présidentielle de 2009, Luis Alberto Lacalle (1990-1995) et l'*Alliance Nationale*, dirigée par le Sénateur Jorge Larrañaga.

- Parti Colorado (PC) : Fondé en 1836, le parti est aujourd'hui divisé en deux courants, le secteur *Vamos Uruguay*, que dirige le sénateur Pedro Bordaberry, et le courant *PROBA (Propuesta Batllista)*, née de la fusion des deux secteurs traditionnels du parti : le *Foro Batllista*, que dirige l'ex-président Julio Sanguinetti (1985-1990 et 1995-2000), et le groupe *Lista 15*, sous la tutelle de l'ex-président Jorge Battle (2000-2005). Le PC est la troisième force politique à l'échelle nationale.
- Parti indépendant (PI) : petit parti de centre-gauche, dirigé par M. Pablo Mieres, qui n'a obtenu que 2,44% des suffrages à l'élection présidentielle de 2009 et deux députés à la Chambre des représentants (Ivan Posada et Daniel Radio).

Le pouvoir exécutif

Le Président de la République est élu pour cinq ans lors d'un scrutin direct majoritaire à deux tours. Il n'est pas autorisé à se présenter consécutivement pour un deuxième mandat. Avec le soutien du Parlement, il nomme les ministres. Le nombre de ministères est déterminé par la loi.

En même temps que le Président (José Mujica actuellement) est élu un Vice-président (Danilo Astori). En cas de d'indisponibilité temporaire ou définitive du Président, le Vice-président assume les fonctions présidentielles jusqu'à la fin du mandat. Si le Vice-président n'est pas en mesure d'assurer cet intérim, cette charge incombe alors au sénateur de la coalition gouvernementale élu avec le plus de voix (en l'occurrence, Mme Lucia Topolansky, sénatrice du MPP et épouse du Président de la République).

Dernières élections présidentielles (1^{er} tour : 25 octobre 2009; 2^{ème} tour : 29 novembre 2009)

Résultats du premier tour :

<i>Parti politique</i>	<i>Nombre de votants</i>	<i>Pourcentage</i>
Frente Amplio (José Mujica)	1.093.869	47,49%
Parti National (Luis Alberto Lacalle)	657.327	28,54%
Parti Colorado (Pedro Bordaberry)	383912	16,67%
Parti Indépendant (Pablo Mieres)	56156	2,44%
Parti Assemblée Populaire (Raúl Rodríguez)	15166	0,66%
Blancs et nuls	49621	2,15%

Résultats du deuxième tour :

M. José Mujica (Frente Amplio): 52,6%

M. Luis Alberto Lacalle (Parti National): 43,3%

Le pouvoir législatif

Il est composé de deux assemblées : le Sénat et la Chambre des Représentants.

Le **Sénat** est composé de 30 sénateurs élus au scrutin direct à un seul tour. Le Vice-président de la République est de droit le Président du Sénat et de l'Assemblée Générale (ensemble des deux assemblées : Sénat et Chambre des Représentants)

Régime électoral

- Une seule circonscription plurinomiale, représentant le territoire national (30 sièges). Le scrutin se déroule le dernier dimanche d'octobre.
- Mode de scrutin : à un tour ; scrutin de liste avec répartition proportionnelle sur la base du quotient simple. En cas de vacance de sièges en cours de législature, il est fait appel aux suppléants élus en même temps que les titulaires.
- Durée du mandat : 5 ans.
- Age d'éligibilité : 30 ans.

Dernières élections

- Dimanche 25 octobre 2009
- Nombre d'électeurs inscrits : 2.563.250
- Nombre de votants : 2.303.336 (89,91%)
- Répartition des sièges :
 - FRENTE AMPLIO : 16 sénateurs (17 avec le Vice-président)
 - PARTI NATIONAL « Blanco » : 9 sénateurs
 - PARTI « COLORADO » : 5 sénateurs

La **Chambre des Représentants** est composée de 99 députés élus au scrutin direct.

Régime électoral

- 19 circonscriptions plurinomiales (minimum de 2 sièges) correspondant aux 19 départements du pays.
- Mode de scrutin : direct de liste avec répartition proportionnelle sur la base du quotient simple et de la plus forte moyenne pour les sièges restant à pourvoir. Le scrutin se déroule le dernier dimanche d'octobre.
- En cas de vacance de sièges en cours de législature, il est fait appel aux suppléants élus en même temps que les titulaires. Le vote est obligatoire avec une amende en cas d'abstention non justifiée
- Durée du mandat : 5 ans.
- Age d'éligibilité : 25 ans.
- Le président de la Chambre des Représentants est élu par ses pairs pour un an.
- Mode de scrutin : vote formel à scrutin à un tour ; majorité simple

Dernières élections

- Dimanche 25 octobre 2009
- Résultats :
 - FRENTE AMPLIO : 50 sièges
 - PARTI NATIONAL « BLANCO » : 30 sièges
 - PARTI « COLORADO » : 17 sièges
 - PARTI INDEPENDANT : 2 sièges

Le pouvoir judiciaire

La Cour Suprême de Justice coiffe l'ensemble du système judiciaire. Ses cinq membres sont élus par l'Assemblée Générale (équivalent du Congrès) pour une période de dix ans. Elle constitue la cour de dernière instance.

Les collectivités territoriales

Les « intendants »

L'ensemble du territoire est divisé en **19 départements** gouvernés par des « Présidents de région » (*intendentes*) élus tous les cinq ans (dernières élections : 9 mai 2010). L'« intendant » est élu à un seul tour, direct de liste. Il peut être réélu une seule fois pour la période suivante.

Résultats des élections du 9 mai 2010 :

- Frente Amplio : 5 départements (Montevideo, Canelones, Maldonado, Rocha et Artigas)
- Parti National "blanco": 12 départements (Paysandú, Tacuarembó, Cerro Largo, Rio Negro, Durazno, Treinta y Tres, Soriano, Flores, Florida, Lavalleja, Colonia et San José)
- Parti « colorado »: 2 départements (Rivera et Salto)

L'Assemblée départementale (Junta Departamental) est constituée de 31 édiles élus à un seul tour. La majorité des sièges est attribuée à la liste de l'intendant élu, même s'il n'obtient qu'une majorité relative des suffrages. Les autres sièges sont attribués avec répartition proportionnelle parmi les autres listes. Elle possède certaines attributions législatives et contrôle le gouvernement régional. Ses membres travaillent à titre bénévole.

Les maires (*alcades*)

En 2010, la loi n° 18567-2010 a autorisé la création de 89 mairies (*municipios*) dans l'ensemble du territoire, ce qui représente un troisième niveau de gouvernement et d'administration. La loi a prévu l'installation d'un *municipio* dans les villes de plus de 5.000 habitants. Les élections ont eu lieu en même temps que les élections régionales

(*intendencias*), le 9 mai 2010. Chaque municipio est composé d'un maire et cinq *concejales* élus pour cinq ans lors des élections municipales. L'*alcalde* est élu à un seul tour, direct de liste avec répartition proportionnelle.

II. La situation économique et les relations bilatérales

De bons paramètres économiques

L'économie uruguayenne (PIB de 31,53 Mds USD en 2009 pour 3,3 millions d'habitants), a enregistré une très forte croissance sur la période 2004-2008, atteignant le chiffre record de 8,9% en 2008. Le revenu national par habitant est aujourd'hui de plus de 10 000 USD.

L'Uruguay s'est aussi distingué par une bonne tenue de son économie face à la crise internationale puisqu'au cours de l'année 2009 l'Uruguay a été l'un des seuls pays d'Amérique Latine connaissant une croissance positive de 2,9% du PIB. En 2010, les prévisions de croissance font état de +7 à +8% du PIB.

Avec un taux de chômage de 7,3% en 2009, l'Uruguay a connu en août 2010 un minimum historique de 6,2%. Dans ce contexte, le gouvernement veut privilégier la formation des ressources humaines (développement d'une main-d'œuvre qualifiée) et la lutte contre le marché du travail informel (il y a encore un pourcentage élevé de la population active occupée qui ne cotise pas à la sécurité sociale). L'inflation (autour de +5,9%) a été contenue en 2009, mais les estimations pour 2010, parallèlement à la croissance élevée, tablent désormais sur +7% (ce qui se situe dans la fourchette haute des objectifs du gouvernement).

La **dette brute** du secteur public du pays a été ramenée de 69% en 2009 à 59,5% à la fin du 2ème trimestre 2010. Le pays a ainsi amélioré sa notation de la dette à long terme libellée en monnaie étrangère, ce qui laisse le pays à seulement deux échelons du niveau «investisseur» qu'il avait perdu lors de la crise financière de 2002 et qu'il ambitionne de récupérer dans les prochains mois.

L'Uruguay bénéficie également de caractéristiques rares en Amérique latine : une bonne gestion publique, un faible niveau de corruption (25ème place en 2009 dans la classification de « Transparency international ») et un environnement des affaires très favorable.

Une économie qui se diversifie

L'Uruguay poursuit la politique de diversification de ses activités économiques. Au-delà des secteurs agricoles traditionnels (viandes et céréales), elle se tourne vers l'industrie papetière avec l'usine finlandaise de pâte à papier UPM (ex-Botnia), la plus importante usine de cellulose de la région.

Les efforts de l'Uruguay portent aussi sur les infrastructures et la logistique, avec, par exemple, en 2009, la création d'un nouvel aéroport international, Carrasco-Montevideo et l'extension du port commercial de Montevideo ainsi que la multiplication des zones franches (9 zones franches existantes, 2 en cours de construction et 2 supplémentaires en projet).

En termes de partenariats, l'Uruguay est avant tout pragmatique et cherche à diversifier ses approvisionnements. Même si José Mujica est parvenu à rétablir des relations normales avec

l'Argentine (mai 2010) et affirme sa volonté d' « intégration productive » avec le Brésil, la dépendance vis-à-vis de ses deux grands voisins, l'Argentine et le Brésil, a baissé depuis le début de la décennie (aujourd'hui ils représentent 25% du commerce uruguayen contre 50% il y a dix ans). Le gagnant est avant tout la Chine, en pleine expansion, comme en témoigne fin août 2010 la visite à Shanghai du vice-président Danilo Astori : deuxième partenaire commercial bilatéral derrière le Brésil en 2009, la Chine grignote petit à petit les parts de marché de partenaires habituels, comme l'Union européenne (15,4% des exportations uruguayennes en 2009) et les États-Unis (3,3% en 2009).

Des relations bilatérales dynamiques

Les relations économiques franco-uruguayennes sont davantage marquées par l'importance de nos investissements que par nos échanges commerciaux. Dans un contexte de crise financière internationale, nos exportations ont connu une baisse en 2009 (-25% par rapport à 2008) avec un total de 87 M€. Nos importations se sont établies à 39 M€ en 2009 (-16% par rapport à 2008). En revanche, on estime que la France se situe au 6ème rang des investisseurs, après les États-Unis, l'Argentine, le Brésil, l'Espagne et la Finlande.

Dans le cadre de son effort de plus grande transparence financière, l'Uruguay a signé avec la France un accord d'échange d'informations fiscales (janvier 2010). Autre témoignage d'une volonté réciproque de renforcer les liens entre nos deux pays, un accord sur la sécurité sociale devrait être signé en décembre 2010 à Montevideo.

Des entreprises françaises actives

Une quarantaine d'implantations françaises qui représentent un investissement cumulé de l'ordre de 400 M€ sont recensées. Ces entreprises emploient environ 8000 salariés.

Les plus importantes sont Casino, Crédit Agricole, Accor, Danone-BSN (Salus) et Bongrain (Conaprole). On note aussi la présence de L'Oréal, Euro-SG, Air Liquide, Cahors, Alcatel Lucent, Alstom ... Casino, à travers ses filiales uruguayennes Géant, Disco et Devoto, est présente en Uruguay depuis 1998. L'entreprise contrôle près de 60% de la grande distribution.

Les entreprises françaises sont également présentes dans le secteur des services. L'entreprise Crédit Uruguay Banco, filiale du Crédit Agricole, implantée en Uruguay depuis 1998, a été la cinquième banque du pays (en 2010, le Crédit Agricole, qui a conservé un petit bureau pour sa clientèle d'investissement, a cependant cédé ses activités commerciales « Credit Uruguay » à la BBVA). Dans le contexte international de la crise financière, la BNP a également opté pour la fermeture en 2010 de ses activités de « private banking » en Uruguay. Le groupe Accor est présent depuis 1987, dans les activités de tickets restaurants, d'alimentation, de transport et d'hôtellerie. Il vient d'acquérir, sous la bannière de Sofitel, le prestigieux hôtel-Casino de Carrasco (cf. infra).

En matière d'industrie agro-alimentaire, l'entreprise Bonprole, installée en Uruguay depuis 2000 est une *joint venture* entre la coopérative Conaprole (10%) et Bongrain (90%). L'entreprise Salus, filiale de Danone, est implantée en Uruguay depuis 2001 et détient 65 % du marché des eaux minérales naturelles. L'entreprise Otegui, en partenariat avec Chargeurs, est leader dans le secteur lainier.

L'Oréal Uruguay, créé en 1958, détient près du tiers du marché des cosmétiques. Enfin, une douzaine d'autres entreprises, qui ont également une compétence régionale, emploient plus de 20 salariés (Timac Agro, Bic, Air liquide, Pernod Ricard, J C Decaux, Cahors, entre autres).

De nouveaux projets

Les arrivées de Sofitel/Accor (qui a commencé la restauration de l'ancien Hôtel Carrasco, budget de 60MUSD), de Roullier-Timac (engrais et aliments du bétail), Cahors (matériel électrique) et les partenariats dans le secteur vitivinicole témoignent du dynamisme actuel des entreprises françaises en Uruguay, en dépit du retrait des banques françaises lié à la crise financière internationale de 2008-2009 (BNP-Paribas, Crédit Agricole).

D'autres projets importants sont en cours : Areva pour l'interconnexion électrique avec le Brésil (100 M EUR), Saint Gobain pour l'adduction d'eau à Montevideo (50 M USD), Solétanche-Bachy en partenariat avec Saceem Uruguay pour les infrastructures de transport (augmentation de la capacité du port de Montevideo, 62,5 MUSD), Alcatel-Lucent en partenariat avec le canadien IT-Telecom dans la fibre optique (17 M USD), ATR pour la flotte d'avions de Buquebus (24 M EUR en 2009 avec des perspectives similaires pour la période 2010/2011), Alstom (projet de fourniture d'une cinquième turbine hydroélectrique sur le Rio Negro) ou la PME Akuo Energy (soumission à des appel d'offres pour l'hydroélectrique et le parc éolien).

III. Les entretiens de la Délégation avec des responsables politiques nationaux

1) La Présidente de la Chambre des Représentants, Mme Ivonne PASSADA

Mme Passada a souhaité la consolidation du Groupe d'amitié France –Uruguay en instaurant des relations plus suivies entre les deux parlements.

Lors de la visite, le parlement uruguayen a créé officiellement le groupe d'amitié interparlementaire avec la France.

La Présidente souligne la position sur l'échiquier régional de son pays : siège du Mercosur, rôle régional de l'Institut Pasteur.



2) Les Commissions législatives

La délégation a successivement été reçue par la Commission Mines et industrie, élevage, agriculture et pêche au Palais législatif puis par la Commission des affaires internationales à la Chambre des Représentants.

Les échanges ont été intenses et fructueux, les députés et sénateurs manifestant un grand intérêt et une grande connaissance de la politique française.

3) Les membres du Gouvernement

Hormis la réunion avec le président de la république par intérim (également président du Sénat), Danilo ASTORI, la délégation parlementaire française a été reçue par deux ministres :

celui du tourisme et des sports (Hector LESCANO) et celui de l'éducation et de la culture (Ricardo Ehrlich).

La Délégation a enfin pu rencontrer le premier des ministres dans l'ordre protocolaire, le ministre de l'Intérieur Eduardo BONOMI, ainsi que Julio Maria Sanguinetti, ex-président Colorado de l'Uruguay (2 mandats : 1985-1990, 1995-2000).



De gauche à droite : M.Potton, Ambassadeur, Mme Billard, M.Gatignol, M.Astori, M.Nayrou

Hector LESCANO, Ministre du tourisme et des sports (16 novembre 2010).

Le ministre a souligné la part croissante du tourisme dans la production des richesses nationales (1,3 Md USD pour l'année 2009, 7,5% du PIB, 2,5 millions de visiteurs sans compter les touristes des bateaux de croisière de plus en plus nombreux). Sous la présidence de Tabare Vasquez, l'Uruguay a beaucoup développé ses infrastructures (aéroport, port, salles de spectacles, ...). Le pays est aujourd'hui un centre de conférences internationales reconnu (cf. td Montevideo 364) : l'assemblée générale de la banque interaméricaine de développement (BID) l'a d'ailleurs choisi pour y tenir son assemblée générale en 2012. Parallèlement, les autorités uruguayennes veillent à maintenir le cap de l' "Uruguay naturel" qui est la constante du message publicitaire (à la suite du succès des footballeurs uruguayens lors de la coupe du monde de football en Afrique du sud, le gouvernement vient d'engager une nouvelle campagne audiovisuelle internationale valorisant les sites naturels de l'Uruguay, le respect de l'environnement, avec Diego Forlan -élu meilleur joueur du mondial 2010- en représentant emblématique).

Seul ministre à avoir été reconduit dans ses fonctions par le Président Mujica à l'issue du gouvernement Vasquez, Hector Lescano cherche ainsi à concilier les nombreux atouts de son pays : le sport (l'année 2011, qui commémorera le centenaire de l'introduction officielle de

l'éducation physique à l'école par le président Jose Battle y Ordonez, sera l'occasion de mettre au premier plan l'activité physique, non seulement pour ses effets directs : équilibre biologique, intégration sociale, lutte contre la violence mais aussi pour promouvoir le développement des infrastructures, des fédérations et du comité olympique uruguayen) , la culture (y compris des aspects peu connus, tel le "candomblé" déclaré patrimoine immatériel mondial de l'humanité en 2009), le tourisme maritime (avec la station balnéaire de Punta Del Este en tête d'affiche) , le tourisme vert (agro-tourisme dans les « estancias »), le tourisme fluvial (sur la base d'un excellent bassin régional).

Plus généralement, M. Lescano a souligné l'environnement favorable dont bénéficiait l'Uruguay : sécurité (faible délinquance), stabilité politique, cadre des affaires.

À une question de la délégation française sur le dévoiement de certaines pratiques dans le sport et dans le football en particulier (enrichissement abusif des intermédiaires lors des transferts de joueurs au détriment des centres de formation et des clubs), le ministre a répondu que ce problème existait aussi en Uruguay et qu'une loi était à l'étude au Parlement pour garantir qu'au moins 51% du montant des transferts aillent effectivement aux institutions (clubs, centre de formation ...) dont le joueur était issu.

Avant de conclure son exposé, Hector Lescano a sollicité l'appui de la France auprès de la FIFA pour que son pays, premier pays organisateur de la coupe du monde de football en 1930 à l'instigation du Français Jules Rimet, puisse organiser en 2030, conjointement avec l'Argentine, cette compétition internationale à l'occasion de son centenaire.



Ricardo EHRLICH, ministre de l'éducation et de la culture (17 novembre 2010)

Biologiste de haut rang, formé pour partie en France, le ministre Ehrlich (distingué au grade de chevalier dans l'ordre des palmes académiques et dans l'ordre de la légion d'honneur) a

conduit cet entretien exclusivement en français. Il a rappelé l'ancienneté et l'actualité de l'apport culturel et scientifique français en Uruguay (citant notamment nos programmes scientifiques : AMSUD Pasteur, ECOS, STIC et MATH AMSUD et l'institut Pasteur de Montevideo). Selon lui, l'un des défis du président Mujica est de mener à bien son ambitieuse réforme de l'éducation dans un contexte très difficile : baisse du niveau dans les écoles publiques, importantes disparités sociales et territoriales, absentéisme des enseignants et des élèves, temps d'enseignement trop court, manque de diversité de l'offre dans l'enseignement supérieur et dans la recherche (à 80% public, via notamment l'université de la république), trop grande centralisation.

Au plan culturel, le pays connaît une "effervescence culturelle" exceptionnelle (comme en témoignent à Montevideo la réouverture en 2009 de l'opéra Sodre ou l'inauguration en 2010 de l'espace d'art contemporain). Ce phénomène est d'autant plus remarquable qu'il est perceptible aussi en province. La France y est étroitement associée par de récentes réalisations telles que "la nuit de l'improvisation" de Jean-François Zygel au théâtre Solis, l'exposition d'art abstrait du « mont analogue » au musée d'arts visuels ou l'exposition Arthus-Bertrand dans le nouvel aéroport de Montevideo ainsi que des projets d'expositions à Bella Union, Tacuarembó, Rocha dans le cadre de la célébration en 2011 du bicentenaire de l'indépendance de l'Uruguay.

Par ailleurs, le ministre s'est réjoui de l'implication exemplaire de l'Uruguay dans les nouvelles technologies de l'information et de la communication. La meilleure illustration en est le succès du plan CEIBAL (un ordinateur pour chaque élève du primaire) lancé par le président Vazquez en 2006. De même, l'intérêt des étudiants pour les sciences et la recherche s'était considérablement renforcé ces dernières années jusqu'à représenter pour eux le "premier choix".

Alberto BRECCIA, secrétaire général du gouvernement

Homme de confiance du président Mujica, Alberto Breccia dispose d'une expérience parlementaire (sénateur du Frente Amplio entre 2005-2008) mais aussi diplomatique (ambassadeur à Rome entre 2008 et 2010). Le Secrétaire général du Gouvernement s'est félicité de la reprise de relations parlementaires denses avec la France qui avait pris une part décisive, au même titre que l'Espagne et l'Italie, à la construction de l'Uruguay (code napoléon, système éducatif, culture ...). Petit pays, doté d'infrastructures efficaces dans une configuration géographique stratégique, l'Uruguay a vocation, selon notre interlocuteur, à promouvoir le développement du marché commun du sud (MERCOSUR) et de l'UNASUR sur le modèle de l'union européenne.

Le président du groupe d'amitié de l'Assemblée nationale, M. Gatignol, a notamment saisi l'opportunité de cette rencontre pour transmettre à M. Breccia copie de la lettre du président Sarkozy invitant son homologue uruguayen à venir en France (l'original ayant été remis à M. Astori, Président de la République par intérim).

Pablo MIERES, président du Parti indépendant

Le responsable du Parti indépendant (PI) était accompagné des deux seuls parlementaires de son mouvement, les députés Ivan Posada (membre du groupe d'amitié Uruguay-France) et Daniel Radao Presta. Issu du Frente Amplio, ce parti "social-démocrate", ainsi qu'il se définit, cherche à se poser en alternative aux deux grands partis conservateurs traditionnels (le parti national et le parti Colorado) et au FA. Pablo Mieres s'oppose ainsi au "dogmatisme marxiste-léniniste" et au "populisme" dont fait encore preuve, selon lui, le FA. ("indulgence coupable

envers M. Chavez", « refus de condamner la dictature cubaine »). De la même façon, le PI ne se sent aucune affinité avec les "partis traditionnels".



III. Les rencontres de la Délégation avec les *intendentes* de région (Montevideo, Colonia et Rocha)

La décentralisation est une priorité dans l'agenda politique uruguayen. Elle l'est d'autant plus depuis la création, pour la première fois dans l'histoire de l'Uruguay, de 89 postes de maires (*alcades*) dans toutes les communes de plus de 5000 habitants, dont le rôle est encore mal défini et qui auront du mal à trouver leur place auprès des *intendentes* qui ont un pouvoir considérable (à la fois président de la région et équivalent de maire de la plus grande ville de cette région). Les élections des *alcades* ont eu lieu en même temps que les élections régionales, le 9 mai 2010. Le Frente Amplio a enregistré un recul de son électorat, avec le contrôle de seulement 5 régions sur les 19 du total (dont son fief de Montevideo : 60% du PIB, 40% de la population).

Ana OLIVERA (FA), *Intendenta* de Montevideo

Première femme élue, le 9 mai 2010, à la tête de la principale région d'Uruguay, après une expérience de dix ans à la direction de la décentralisation de la capitale, Ana Olivera (Frente Amplio) a reçu la délégation française dès le jour de son arrivée, lundi 15 novembre. Ex-professeur de français, exilée en France au temps de la dictature, Mme Olivera, qui s'exprimait dans notre langue, a d'emblée revendiqué sa "filiation" française.

Comme il était de tradition, a-t-elle ajouté, parmi les "maires" de Montevideo (ses trois prédécesseurs étaient parfaitement francophones : Tabare Vazquez, Mariano Arana, Ricardo Ehrlich). L'*Intendencia* était entourée de son conseiller pour les questions scientifiques et de son attachée de presse. Après avoir effectué un rapide panorama de la présence française en Uruguay, notamment au plan scientifique et économique (Institut Pasteur de Montevideo, Institut de mathématiques, Danone, installation de l'entreprise Virbac en Uruguay, ...) et des priorités de son mandat (transports, logements sociaux, collecte des ordures ménagères et propreté de la ville, cadre de travail avec les nouveaux maires), Mme Olivera a évoqué le modèle français de protection sociale, le secteur énergétique (énergies renouvelables et nucléaire) et l'organisation territoriale (décentralisation.). Les échanges ont été riches et variés et nous ont notamment permis de constater chez nos interlocuteurs leur étonnante connaissance du système politique et social français ainsi que l'attrait que celui-ci pouvait continuer à exercer.



Walter ZIMMER (Parti national), *Intendente* de Colonia

Médecin, M. Walter Zimmer est l'un des présidents de région à avoir été réélu (6 sur 13 qui se représentaient ont conservé leur siège). Il a donné une grande importance à la venue de la Délégation, organisant un entretien suivi d'une conférence de presse devant plusieurs télévisions et médias, conférence de presse au cours de laquelle ont été joués les deux hymnes nationaux. M. Gatignol a également donné une interview pour un journal local.

Artigas BARRIOS (FA), *Intendente* de Rocha

À la suite de la visite du projet de protection de la biodiversité de la lagune de rocha que la France cofinance, la délégation a déjeuné le dimanche 21 novembre avec M. Artigas Barrios, *Intendente* de Rocha. La demande principale de M. Barrios, est d'obtenir la présentation à Rocha en 2011 d'une de nos deux expositions (photos d'Arthus-Bertrand ou du Louvre), ce pour quoi nous lui avons donné un accord de principe sous réserve d'obtention du mécénat nécessaire.

IV. Les visites de la délégation

Lors de son séjour en Uruguay, en plus de ses contacts avec le parlement et l'exécutif uruguayens et avec les medias locaux (interviews de M. Gatignol pour le quotidien « El Observador », de Mme Billard pour le quotidien « La Republica » et de la Délégation pour les medias de Colonia et Rocha), la Délégation de l'Assemblée nationale a effectué un certain nombre de visites :

Visite de l'Institut Pasteur de Montevideo

La Délégation a visité à l'Institut Pasteur de Montevideo (IPM) en compagnie de son directeur, le docteur Guillermo Dighiero. La Délégation a été très favorablement impressionnée par cette plateforme scientifique régionale d'excellence, inaugurée par la ministre française de la Coopération en décembre 2006 et qui axe en particulier la recherche sur la génomique, la protéomique, la bioinformatique, la biologie cellulaire (cancer et maladies neurodégénératives) et la transgénèse animale.

L'IPM compte aujourd'hui 8 plateformes de haute technologie (dont certaines sont uniques dans la région) et un centre d'enseignement régional.

Les principaux partenaires de l'institut sont à ce jour, en Uruguay et dans la région, les ministères de la Santé publique et de l'Éducation, l'Agence nationale de la recherche et de l'innovation, l'université de la République, les 63 centres régionaux du réseau AMSUD Pasteur, des entreprises (dont Danone) et des laboratoires privés (dont SANOFI AVENTIS).

Financièrement, l'IPM reçoit un soutien du gouvernement uruguayen (ministère de l'Économie et des finances) et de la délégation de l'Union européenne en Uruguay (4 M€ en quatre ans).

Côté français, outre l'Institut Pasteur de Paris et du réseau international des instituts Pasteur (RIIP), l'IPM a des liens avec le CNRS (un laboratoire international associé est installé dans ses locaux), l'AMR et l'INSERM. M. Nayrou a proposé au directeur son intervention pour étudier la possibilité d'un accord plus formalisé avec l'INSERM.

Il est enfin intéressant de noter que l'existence de cet institut Pasteur a été la réalisation la plus souvent citée tout au long de la semaine par nos interlocuteurs politiques de haut niveau comme manifestation visible de la coopération franco-uruguayenne.



Visite du projet environnemental du FFEM à Rocha

Le dimanche 21 novembre a été consacré à la visite de l'aire protégée de la lagune de Rocha (située à 220km de Montevideo), écosystème d'une remarquable richesse végétale et animale situé en bordure de l'océan atlantique. Le système national d'aires protégées (SNAP), chargé de la conservation de la biodiversité et du développement durable en Uruguay, bénéficie depuis plusieurs années de notre coopération bilatérale et régionale et, depuis deux ans, de celle du Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM), avec l'expertise de la fédération des parcs naturels régionaux de France sur deux sites, dont cette lagune (et celle de Castillos).

Guidée par le directeur national de l'environnement et le coordonnateur du SNAP, ainsi que par les responsables du site, la Délégation a pu apprécier in situ les efforts entrepris pour la mise en valeur de cet écosystème, avec les autorités locales et les propriétaires privés.

Un déjeuner auquel assistait l'*intendente* du département de Rocha, M. Artigas Barrios, a permis de constater la forte implication de tous les partenaires.

Rencontre à l'Alliance française

Le lancement du "beaujolais nouveau" en Uruguay, qui s'est tenu à l'Alliance française de Montevideo le jeudi 18 novembre, a fourni l'occasion aux députés français de s'entretenir avec le directeur de cet établissement culturel, Yves Mahé, et d'en visiter les locaux. Quelques représentants de la communauté française (dont la conseillère des Français de l'étranger,

Mme Goupil, des présidents d'association et nos deux conseillers du commerce extérieur) ont pu également s'entretenir avec les députés.

Rencontre avec la communauté française

Un cocktail, à la résidence de France, a réuni de nombreuses personnalités politiques (ministres de l'Intérieur et du Tourisme, l'ex-président Julio Maria Sanguinetti) et parlementaires (présidente de la Chambre des Représentants, membres du Groupe d'amitié), ainsi que les principaux représentants de la communauté française (présidents d'associations françaises, président de l'Alliance française, M. Baridon, président de la Chambre de commerce franco-uruguayenne, M. Mitrano, conseillers du commerce extérieur, proviseur du lycée français, ...) dans une ambiance conviviale.

Rencontre avec le Consul honoraire à Punta Del Este

Notre compatriote Romuald Chapuy, excellent relais de l'ambassade auprès de la communauté française et des autorités locales, a été nommé consul honoraire en janvier 2010. Directeur adjoint du département "catering" dans le luxueux hôtel et centre de conférences Conrad de Punta Del Este, M. Chapuy a exposé à la Délégation (accompagnée de l'ambassadeur de France et du conseiller culturel et de coopération) la situation de la communauté française dans sa ville. Il a notamment souligné l'arrivée d'une nouvelle catégorie de Français (jeunes retraités en majorité) depuis cinq ans dans cette région privilégiée et fait part de son projet de favoriser la création d'une structure d'enseignement en français sur place.

A la suite de cette rencontre, la Délégation a pu s'entretenir avec des représentants des Français de Punta Del Este. A noter également que l'ambassade a organisé ce même jour à l'hôtel Conrad une rencontre entre la délégation parlementaire et la délégation qui a représenté notre pays lors de la 4^{ème} conférence des partis à la convention cadre internationale contre le tabagisme qui venait de s'achever à Punta Del Este.

Remise d'un diplôme d'ancien combattant à M. Domingo Lopez-Delgado (département de Rocha)

il n'y a plus en Uruguay qu'un ancien combattant de la seconde guerre mondiale encore vivant: il s'agit d'un Uruguayen, M. Domingo Lopez-Delgado, qui s'est engagé d'Uruguay dans la légion étrangère en 1940 pour défendre la France libre. M. Lopez-Delgado, âgé aujourd'hui de 93 ans et habitant Rocha, n'avait pu se rendre à l'ambassade à Montevideo le 11 novembre pour participer aux cérémonies de mémoire et recevoir son diplôme d'honneur. La visite de la délégation à Rocha donnait donc l'occasion de lui remettre, au nom du gouvernement français, ce diplôme d'honneur. Ce fut fait à son domicile, le dimanche 21 novembre dans l'après-midi, devant des journalistes locaux et la télévision nationale qui a diffusé un reportage dans son journal du soir (canal 10). L'émotion fut d'autant plus forte que le président Gatignol put prononcer quelques mots au nom du Parlement français et accompagner M. Lopez-Delgado devant la grande croix de Lorraine que celui-ci a fait ériger sur une des places principales de Rocha il y a de nombreuses années.



Visite d'une entreprise française : la fromagerie Bongrain, département de San Jose

En partenariat avec Conaprole (1er producteur de produits laitiers en Uruguay), l'entreprise agroalimentaire française Bongrain aura produit en Uruguay et exporté en 2010 environ 6000 tonnes de pâtes pressées (fromage de type hollandais) pour une capacité de 7000 tonnes au total et 2000 tonnes de pâte fondue (capacité 10 000 tonnes) à partir de son usine modèle Bonprole créée en 2000 (exportations à destination du Venezuela, du Mexique et du Brésil pour l'Amérique du sud, de l'Angleterre pour l'Europe et même d'Israël en confection kasher). Le groupe, qui emploie 250 personnes sur son site, cherche à diversifier ses exportations vers l'Asie (Taiwan, Indonésie). Une partie (mineure) de sa production est écoulee sur le marché local (Bonprole est notamment le fournisseur de pâte fondue pour la chaîne de restaurants Mc Donald en Uruguay). Notre compatriote Eric Gallot, responsable financier et administratif, a fait visiter l'ensemble de la chaîne de fabrication à la délégation très intéressée à la fois par le sujet et ses enjeux économiques (difficultés des producteurs de lait en France) et par les impressionnants moyens techniques et sanitaires mis en œuvre sur ce site.

Visite d'entreprises uruguayennes

Visite du domaine viticole "Juanico", département de Canelones

Propriété de la famille Deicas, ce domaine de 240 ha est l'un des plus anciens (la cave remonterait à 1830) et des plus connus d'Uruguay (notamment avec sa gamme moyenne "Don Pascual", en référence au Basque français Pascual Harriague qui, dit-on, introduisit le cépage

du Tannat en Uruguay). Depuis 1980, "Juanico" développe l'exportation de ses vins sur les 5 continents en ciblant explicitement des assemblages de type bordelais parallèlement au vin emblématique d'Uruguay à base de Tannat. Ce domaine fournit l'un des rares exemples d'un partenariat viticole avec la France puisque l'homme d'affaires français Bernard Magrez y élève sur 5 ha du vin vendu en France (sous le label "Casa Magrez").

Visite de la ferme « prenda chica », département de Florida

Entreprise familiale, cette ferme de production de viande élève notamment 450 vaches normandes. Notre hôtesse, Isabel Chiarino (francophone et dont le père Armando Chiarino a reçu l'ordre du mérite agricole) est la "vice-présidente des éleveurs normands" en Uruguay (il y a au total quelque 300 000 vaches normandes en Uruguay, mais la vache laitière la plus représentée est l'hollandaise holstein).



Visite de la "fondation Pablo Atchugarry", département de Rocha

Située sur les collines de Manantiales, la "fondation Pablo Atchugarry" est un parc de sculptures et musée d'art contemporain, à environ 150km à l'est de Montevideo. C'est également l'atelier de Pablo Atchugarry, grand sculpteur uruguayen, qui avait tenu à recevoir personnellement la délégation française. La fondation éponyme avait notamment organisé en décembre et janvier 2010 une magistrale exposition des œuvres de l'architecte le Corbusier, la première de cette importance en Uruguay.

L'institut national des viandes -INAC-

La délégation française a été reçue par le vice-président de l'INAC, M. Fernando Perez Abellz, qui était assisté de deux membres du conseil exécutif. M. Perez a insisté sur le rôle prépondérant des exploitants et des industriels dans la gestion de l'INAC, à côté de la subvention versée par l'État. Il a rappelé que l'Uruguay compte sur son territoire 12 millions de bovins, 9 millions d'ovins pour seulement 3,5 millions d'habitants. Le pays exporte 70% de sa production de viande (recettes de 1,22 Md USD en 2009, dont 971 millions pour la seule viande bovine, soit plus que l'Argentine qui absorbe une grande part de sa production sur son marché intérieur). Cela dit, l'Uruguayen est en 2009 le plus gros consommateur de viande dans le monde (plus de 50kg/an/personne). L'exposé de M. Perez s'est attardé (après celui de la Commission de l'agriculture le matin même) sur la performance du système d'étiquetage et

de certification des viandes en Uruguay, test vidéo à l'appui (logiciel de recherche d'origine des viandes). Mais la viande, a-t-il précisé, est aussi un art de vivre ici, intimement lié à l'histoire (celle des *estancias* à perte de vue et des *gauchos*), aux traditions (le partage de l'*asado*), au respect de la nature et de la vie (Uruguay Natural).

*

*

*



Base 802398 (R01687) 5-95